



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

LE DÉTROIT DE TAÏWAN À L'ÉPREUVE DES RIVALITÉS ET D'UNE POSSIBLE CRISE : ENJEUX ET OPTIONS STRATÉGIQUES POUR LA FRANCE

Maxence Thooris / Analyste, diplômé d'IRIS Sup'

Septembre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Maxence Thooris / Analyste, diplômé d'IRIS Sup'



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, l’Indo-Pacifique s’impose comme le nouveau centre de gravité géopolitique et économique du système international, concentrant 60 % du PIB mondial, deux tiers de la croissance économique et 35 % de la richesse produite¹, ainsi que contenant les principales routes maritimes et une part décisive de la production de technologies et de matériaux critiques. Le détroit de Taïwan, corridor étroit, mais vital, cristallise aujourd’hui les tensions entre les États-Unis et la Chine sur fond de rivalité stratégique, de compétition technologique et de confrontation idéologique. Pour Pékin, Taïwan constitue un enjeu existentiel d’unification nationale ; pour Washington, un test de crédibilité de son système d’alliances et de sa contribution à la stabilité régionale. Dans un tel contexte, une escalade militaire – prémices à une possible invasion – entraînerait des répercussions majeures pour la France et l’Europe, dont les intérêts sont étroitement liés à la sécurité des flux maritimes et aux chaînes d’approvisionnement technologiques. La France, en tant que puissance indopacifique riveraine dotée de territoires, de ressortissants et de responsabilités dans la région, pourrait difficilement rester à l’écart et inactive. Pour autant, quelles seraient ses options ?

LE DÉTROIT DE TAÏWAN : CARREFOUR D’AMBITIONS ET D’AMBIGUÏTÉS STRATÉGIQUES

L’importance géoéconomique de l’Indo-Pacifique

Le dynamisme de l’espace indopacifique repose sur ses centres de production et d’innovation, la présence de matières premières stratégiques ainsi que le commerce et les routes maritimes qui la traversent qui connectent et relient les pôles économiques mondiaux. La mer de Chine constitue un corridor stratégique reliant les océans Indien et Pacifique ainsi que l’Asie à l’Europe, avec au sud les détroits de Malacca et de Singapour et au nord le détroit de Taïwan. L’Indo-Pacifique, tiré par l’Asie de l’Est, contribuait en 2023 à 56 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale². En matière de recherche et développement (R&D) et d’innovation, la région indopacifique concentrait, selon l’OCDE, 50 % des dépenses mondiales. Tokyo–

¹ Conseil de l’Union européenne. *Stratégie de l’UE pour la coopération dans la région indo-pacifique – Conclusions du Conseil* (Bruxelles: 2021). [Stratégie de l’UE pour la coopération dans l’Indo-Pacifique](#)

² United Nations Industrial Development Organization (UNIDO). *Factsheet: Asia and Oceania, Highlights from the International Yearbook of Industrial Statistics*. UNIDO, 2024. [Factsheet: Asia and Oceania, Highlights from the International Yearbook of Industrial Statistics](#). Pour mémoire la production manufacturière en Asie de l’Est représentait, en 2023, 70% des composants et produits informatiques, 70% du textile et de l’habillement, 60% de la production automobile, 56% du marché des équipements industriels.

Yokohama, Shenzhen–Hong Kong–Guangzhou, Pékin, Séoul occupent les quatre premières places du classement des clusters en sciences et technologies les plus performants³.

Cette région compte également de nombreux pôles d'excellence et d'innovation secondaires parmi lesquels Bangalore (Inde), Tsukuba (Japon), Daejeon (Corée du Sud) ou encore Cyberjaya (Malaisie). Elle abrite, par ailleurs, plusieurs des principales places financières (Tokyo, Hong Kong, Singapour, Shanghai et Sydney)⁴ représentant environ 40 % de la capitalisation mondiale⁵ et drainant la majorité des investissements directs étrangers en particulier dans l'Est et le Sud-Est asiatique. Les pays indopacifiques, Chine, Japon et Inde en tête, détiennent près de deux tiers des réserves mondiales de change et les fonds souverains asiatiques figurent parmi les plus importants au monde, pesant plusieurs milliers de milliards de dollars⁶.

L'Indo-Pacifique concentre également la plus forte densité de câbles sous-marins, essentiels pour le réseau de communication et l'économie mondiale (finance et transactions bancaires, TIC, commerce, transports...). Ceux-ci permettent de relier l'Asie de l'Est à l'Amérique du Nord, l'Asie à Europe (*via* l'océan Indien) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) à l'Australie et au Pacifique Sud et s'appuient sur des points névralgiques (Singapour, Hong Kong, Tokyo, Guam et Hawaï ainsi que le détroit de Malacca et la mer de Chine). Par ailleurs, cette région concentre certaines des plus importantes réserves mondiales de matières premières. L'Indonésie et l'Australie figurent parmi les premiers exportateurs mondiaux de charbon et fournissent l'Asie et l'Europe en GNL. L'Indonésie, la Malaisie et Brunei disposent d'importantes capacités pétrolières bien que la région soit globalement importatrice. Concernant les métaux stratégiques, l'Indonésie possède les plus grandes réserves mondiales de nickel, l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée figurent parmi les premiers exportateurs de cuivre et de cobalt. La Chine domine l'extraction et le raffinage des terres rares avec près de 60 % de la production mondiale.

Enfin, les zones économiques exclusives (ZEE) des pays de l'Indo-Pacifique figurent parmi les plus productives du monde en termes de ressources halieutiques. Derrière la Chine et l'Inde, l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Vietnam, Philippines et Thaïlande en particulier) représente 20 %

³ World Intellectual Property Organization (WIPO). *World Global Innovation Index (GII)*. WIPO, 2024. [World Global Innovation Index \(GII\)](#)

⁴ Long Finance. *Global Financial Centres Index 2024*. Long Finance, 2024. [Global Financial Centres Index 2024](#)

⁵ World Federation of Exchanges (WFE). *Marker 2024*. WFE, 2024.

⁶ Sovereign Wealth Fund Institute (SWFI). *Top 100 Largest Sovereign Wealth Fund Rankings by Total Assets*. SWFI, 2025. [Top 100 Largest Sovereign Wealth Fund Rankings by Total Assets](#) [consulté le 20 juin 2025].

de la production mondiale de poissons et produits aquacoles⁷.

Le détroit de Taïwan, espace d'activités majeures

Couloir maritime large de 130 kilomètres dans sa partie la plus resserrée, le détroit de Taïwan sépare l'île de Taïwan du continent chinois et relie l'Asie du Sud-Est *via* la mer de Chine méridionale à l'Asie de l'Est et au Pacifique Nord. Occupant une position géographique hautement stratégique caractérisée par plusieurs routes maritimes majeures (au sein du détroit et à l'est de Taïwan), il voit transiter plus de 20 % du trafic maritime mondial représentant, en 2024, 2 450 milliards de dollars de marchandises⁸. Le détroit, les activités maritimes qui s'y déroulent et leur sécurité sont essentiels tant pour Taïwan et la Chine que pour l'économie globale.

Taïwan occupe une place centrale dans la production mondiale de semi-conducteurs (60%) et produit 90 % des puces les plus avancées⁹. Ces composants, également produits en Chine (20 %), sont aujourd'hui primordiaux dans le domaine du digital – réseau 5G, *Internet of Things* (IoT), datacenters et cloud, intelligence artificielle – mais aussi pour les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, de l'aérospatiale ou encore de la défense. La production de semi-conducteurs et d'autres produits informatiques et de communication représente l'essentiel des exportations taïwanaises (65 %). La Chine, les États-Unis, Singapour et le Japon constituent les principaux destinataires des exportations taïwanaises dont les principaux ports d'expédition (Kaohsiung, Taichung, Keelung, Taipei, Hualien, Anping) sont situés sur le détroit de Taïwan¹⁰.

De l'autre côté du détroit, la façade maritime de la Chine accueille huit des principaux ports mondiaux ainsi que les infrastructures stratégiques dans son approvisionnement énergétique¹¹. La Chine demeure, en effet, fortement dépendante des importations énergétiques (gaz, pétrole) par voie maritime même si elle cherche à sécuriser son approvisionnement : pétrole russe, projets d'oléoducs éloignés des zones de tensions actuelles (détroit de Taïwan, mer de Chine méridionale) ou potentielles (détroit de Malacca). Un conflit dans le détroit pourrait priver Pékin de ses exportations et pénaliserait l'activité économique dans les provinces qui y contribuent principalement (Guangdong, Zhejiang,

⁷FAO. 2024. *The State of World Fisheries and Aquaculture 2024 – Blue Transformation in action*. (Rome:2024) [State of World Fisheries and Aquaculture 2024](#)

Thibault Denamiel et Evan Brown. *The State of Maritime Supply-Chain Threat*. CSIS, novembre 2024. [The State of Maritime Supply-Chain Threat](#) [consulté le 5 mai 2025].

⁹Inférieur à 10 nm.

¹⁰ Si l'exportation des semi-conducteurs par voie aérienne est possible, le recours à la voie maritime reste dominant.

¹¹ Baker Institute. *Baker Institute China Energy Map*. Baker Institute, 2025. [Baker Institute China Energy Map](#) [consulté le 20 juin 2025].

Jiangsu, Shandong, Fujian) ; lesquelles se situent sur sa façade maritime ou à proximité.

L'Indo-Pacifique et la sécurité du détroit de Taïwan sont essentiels pour la France, l'Europe et l'économie mondiale (imbrication des chaînes de valeur). Les échanges entre la France et l'Asie-Pacifique se sont intensifiés au cours de la dernière décennie (+49 %) et 14 % de ses exportations proviennent de cette région ce qui représentait plus du tiers du commerce extérieur français en 2019¹². Pour l'Union européenne (UE), elle représente une part importante de son commerce extérieur ; 40 % transitant par la mer de Chine méridionale¹³. L'adoption des stratégies française (2019) puis européenne (2021) pour l'Indo-Pacifique témoignent de l'importance que revêt cette région.

MONTÉE EN PUISSANCE DE LA CHINE ET CONFRONTATION STRATÉGIQUE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Ambitions de la Chine et développement de sa puissance navale

À l'occasion du 19^e Congrès du Parti communiste chinois, Xi Jinping a exposé sa vision de l'avenir de la Chine et précisé les objectifs et échéances pour y parvenir et faire du pays une « grande puissance socialiste moderne » d'ici 2049¹⁴.

Si la première phase de cette trajectoire concernait essentiellement le développement intérieur (« modernisation socialiste »), les incidences sur le plan international apparaissaient déjà évidentes. La Chine, entendant développer et déployer sa puissance économique, militaire et rejoindre les leaders mondiaux en matière d'innovation, se place désormais dans une compétition accrue avec les États-Unis dans une posture de rivale. Sur le plan militaire, Xi Jinping a appelé à la « modernisation de la défense nationale et des forces armées » d'ici à 2035 afin de disposer d'une « armée de classe mondiale » à l'horizon 2049.

Cette double ambition s'est traduite par le développement conséquent de l'Armée populaire de libération (APL) au cours de la dernière décennie avec une augmentation significative du budget de la défense¹⁵, la modernisation et la production d'armements ou encore la réorganisation et l'optimisation de ses composantes¹⁶.

¹² Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). *La stratégie de la France dans l'Indopacifique (2022)*. MEAE, 2022.

¹³ Conseil de l'Union européenne. *Stratégie de l'UE pour la coopération dans l'Indo-Pacifique*. (Bruxelles; 2021). [Stratégie de l'UE pour la coopération dans l'Indo-Pacifique](#) [consulté le 20 mai 2025].

¹⁴ Date du 100^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

¹⁵ Passant de 223 Mds de dollars en 2017 à 317 Mds de dollars en 2024 (en dollars constant 2023). Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). *Military Expenditure Database*. SIPRI, 2025. [Military Expenditure Database](#)

¹⁶ Diminution du nombre des effectifs au profit de la modernisation.

La composante navale a particulièrement bénéficié de cette dynamique, laquelle devait permettre de traduire concrètement la doctrine exposée par l'amiral Huaqing dans les années 1980 : contrôler la première chaîne d'îles proche des côtes chinoises (y compris Taïwan), puis la seconde allant jusqu'à Guam et la Papouasie et enfin se doter des moyens d'une intervention militaire à grande échelle. D'un point de vue opérationnel, la marine chinoise a bénéficié de programmes de construction de nouveaux bâtiments – corvettes, frégates, croiseurs, porte-avions, transports amphibie, sous-marins (SNA et SNE) – et de nouveaux armements (missiles « tueurs de porte-avions » DF-21D et DF-26).

Ce développement, enclenché bien avant 2017, devrait se poursuivre pendant la prochaine décennie, mais permet d'ores et déjà à la Chine de dépasser les États-Unis en nombre de bâtiments (234 contre 219 en 2024). Si l'US Navy conserve certains avantages (porte-avions, croiseurs, sous-marins), l'effort consenti par la Chine et ses capacités de production pourraient l'amener à dépasser la puissance de feu américaine dans les prochaines années.

Ces orientations et les résultats obtenus ont donné à Pékin les moyens d'accroître ses implantations en mer de Chine méridionale et, plus récemment, d'une intervention armée sur Taïwan. Le dispositif A2/AD (*Anti-Access/Area Denial*) chinois, dont celui déployé le long du détroit et sur les bases militarisées de mer de Chine méridionale, vise notamment à interdire ou dissuader l'intervention de forces extérieures aux abords de la Chine et donc de Taïwan. Les porte-avions¹⁷ et leurs groupes aéronavals embarqués pourraient y jouer un rôle clé dans le cas d'un blocus de l'île pour tenir à distance la marine américaine et ses alliés alors que les moyens amphibies, plus récemment développés, permettraient de réaliser une invasion de l'île. Sur la question taïwanaise, Pékin s'en tient aux lignes rappelées par Xi Jinping en 2017 : principe d'une seule Chine, opposition aux forces séparatistes et à l'indépendance et « volonté » d'une réunification pacifique. La Chine, n'a cependant jamais exclu l'usage de la force maintenant une forme d'ambiguïté.

L'opposition croissante entre la Chine et les États-Unis

Si les inquiétudes des États-Unis vis-à-vis des ambitions chinoises constituaient déjà une réalité au début du XXI^e siècle, leur affirmation dans les années 2010 a accentué la défiance et a conduit aux premières tensions. La compétition aux plans économique et technologique a entraîné, lors du premier mandat de Donald Trump, une première « guerre » commerciale et des restrictions concernant l'exportation de technologies (composants, logiciels, semi-conducteurs) aux entreprises chinoises. Cette posture a été maintenue sous l'administration

¹⁷ Désormais au nombre de trois (le *Liaoning*, le *Shandong* et le *Fujian* mis en service en 2025), un quatrième est en construction.

Biden avant de se durcir à nouveau dans le prolongement de la réélection de Donald Trump.

Sur le plan géopolitique et idéologique, l'opposition Chine – États-Unis s'est accrue, caractérisée par un rejet de l'hégémonie occidentale et la promotion d'un ordre multipolaire en faveur des ambitions chinoises (*Belt and Road Initiative*, *Asian Infrastructure Investment Bank*, BRICS, poids croissant dans le système onusien). D'un concurrent sérieux à un inquiétant compétiteur, la Chine est aujourd'hui devenue aux yeux des États-Unis un « rival systémique » menaçant l'ordre international et libéral¹⁸. Son rapprochement marqué avec d'autres puissances révisionnistes comme la Russie, l'Iran et la Corée du Nord constitue un facteur de préoccupation supplémentaire pour Washington.

Ce contexte a fortement influé l'élaboration, sous l'administration Biden (2022), de la stratégie américaine pour l'Indo-Pacifique, organisée autour de quatre axes : défense d'un espace libre et ouvert, renforcer les partenariats et le soutien américain en faveur du développement économique de la région et de sa sécurité, et accroître sa résilience faces aux menaces du XXI^e siècle. Chacun de ces axes vise à contrer les ambitions et l'expansion de la Chine dans la région. L'approche américaine comporte une forte dimension de dissuasion et d'endiguement (« containment ») s'appuyant sur un réseau de partenaires et de bases sans équivalent dans la région.

En effet, les traités de défense avec le Japon, la Corée du Sud et les Philippines, le partenariat avec Taïwan, les accords stratégiques de type Quad (dialogue quadrilatéral pour la sécurité, groupe de coopération militaire et diplomatique informelle entre l'Australie, l'Inde, les États-Unis et le Japon) et AUKUS (Royaume-Uni et Australie), auxquels s'ajoute le déploiement permanent de l'US Navy (7^e flotte basée à Hawaï et à Yokosuka au Japon) et de l'US Air Force (bases de Guam, d'Okinawa...), constituent autant de réponses aux ambitions de Pékin. Cette approche dissuasive n'a cependant pas permis de contenir l'expansion chinoise en mer de Chine méridionale, la multiplication des incursions dans les zones d'identification de défense (DIZ) aérienne et maritime de Taïwan et la conduite d'exercices militaires autour de l'île.

La question taïwanaise cristallise l'opposition Chine – États-Unis dans les domaines économique, technologique, idéologique et militaire. La position américaine vis-à-vis de Taïwan repose sur une « stratégie d'ambiguïté », ne reconnaissant diplomatiquement qu'une seule Chine tout en maintenant des liens avec Taipei (principe de *statu quo* depuis 1979) mais en s'abstenant de préciser explicitement que Taïwan serait militairement défendue. Pendant des décennies, *statu quo* et ambiguïté ont contribué à la stabilité du détroit.

¹⁸The White House. *National Security Strategy*. (Washington: 2022). [National Security Strategy](#)

Toutefois, l'équilibre est devenu plus précaire à mesure que la puissance chinoise s'est développée suscitant au sein d'une partie de la classe politique américaine un souhait de clarification (« *strategic clarity* »¹⁹) afin de renforcer l'effet dissuasif sur Pékin. Le président Biden avait lui-même affirmé que les États-Unis interviendraient en cas d'attaque contre Taïwan, avant que son entourage ne nuance ses propos et ne rappelle la position officielle des États-Unis. Donald Trump s'était, lui aussi, quelque peu éloigné du principe de *statu quo* notamment à travers le *Taiwan Travel Act*.²⁰ Pour l'heure, l'ambiguïté stratégique demeure la ligne – en apparence – mais Washington poursuit les gestes de soutien tangible envers Taïwan (ventes d'armes, visites de haut niveau) tout en dissuadant Taïpei de toute provocation. De manière générale, la position américaine actuelle peut être qualifiée de « dissuasion intégrée » : combiner la posture militaire, les alliances et la supériorité technologique pour contenir la Chine dans la zone indopacifique et dissuader Pékin qu'une attaque contre Taïwan échouerait ou aurait un coût prohibitif. La stratégie indopacifique de 2021 reste aujourd'hui d'actualité ; le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, affirmait lors du 22^e Dialogue Shangri-La (mai 2025), que les États-Unis étaient « là pour rester », prêts à faire face à l'influence croissante de la Chine dans la région. Toutefois, il leur faut admettre que les équilibres régionaux se sont modifiés en Asie de l'Est en raison du rapprochement russo-nord-coréen et de la nature de la coopération militaire enclenchée entre Moscou et Pyongyang.

RELATIONS FRANCO-TAÏWANAISES ET STRATÉGIE FRANÇAISE EN INDO-PACIFIQUE

Relations franco-taïwanaises : contraintes et opportunités

Les relations entre la France et Taïwan se sont, en premier lieu, développées sur la base des échanges économiques avec un premier envol dans les années 1980. En effet, la reconnaissance de la République populaire de Chine par la France, le 27 janvier 1964, s'était traduite par la rupture des relations diplomatiques avec le régime de Tchang Kai-chek implanté sur l'île depuis sa défaite face aux forces communistes emmenées par Mao en 1949.

¹⁹ Matthew Cancian. *The Risks of Rushing to Denial in the Taiwan Strait*. CSIS, 11 mars 2025. <https://www.csis.org/analysis/risks-rushing-denial-taiwan-strait>

²⁰ Le *Taiwan Travel Act*, voté en 2018, renforce symboliquement les liens entre les États-Unis et Taïwan, dans un contexte de rivalité accrue avec la Chine. Il encourage les visites officielles bilatérales à tous niveaux.

- **Une coopération essentiellement orientée vers l'économie et les technologies²¹**

Aujourd'hui près de 200 entreprises françaises sont implantées à Taïwan dans les domaines des transports (Alstom, Systra, Egis) et de la logistique (CMA-CGM), de l'aéronautique (Airbus, SAFRAN), de l'énergie et du recyclage (TotalEnergies, EDF Renouvelables, Ciel et Terres, Véolia, Suez), du luxe et des cosmétiques (Cartier, Chanel, Hermès, Louis Vuitton, Dior, L'Oréal), de la grande distribution (Auchan, Carrefour, Décathlon), de la santé (Sanofi, Servier, Pierre Fabre, BioMérieux) et évidemment des semi-conducteurs. La France est le 13^e partenaire de Taïwan (6^e partenaire européen). Les exportations françaises représentaient, en 2024, 3,3 milliards d'euros, essentiellement tirées par le secteur des transports. Les importations en provenance de Taïwan représentaient quant à elles 4,1 milliards d'euros.

Les investissements taïwanais en France demeurent encore aujourd'hui modestes avec 811,2 millions de dollars essentiellement orientés vers l'industrie. La France se situe ainsi en cinquième position en Europe derrière l'Allemagne (5,2 milliards de dollars), les Pays-Bas (4,4 milliards de dollars), l'Italie (1,6 milliard de dollars) et la Hongrie (1,3 milliard de dollars). Les annonces de projets de grande ampleur dans le domaine des batteries (ProLogium à Dunkerque) ou des semi-conducteurs (alliance Foxconn – Thales – Radiall) ont un caractère exceptionnel et sont déjà confrontées à des difficultés. La coopération franco-taïwanaise s'est également densifiée dans les domaines culturel, universitaire et de la recherche et des technologies.

- **Relations politiques**

La reconnaissance de la République populaire de Chine rendait impossible le développement de relations diplomatiques traditionnelles. Le renforcement de la relation franco-taïwanaise a cependant conduit, en 1994, à la création du bureau français de Taipei (BFT) et l'année suivante au Bureau de Représentation de Taipei en France²². Sur le plan politique, la France a accru les interactions parlementaires : des délégations de sénateurs et députés français se rendent à Taipei régulièrement (notamment en 2021 et 2022, malgré les protestations de Pékin).

Si aucune visite officielle de haut niveau n'a encore eu lieu, le ton de la diplomatie française a évolué. En avril 2023, le président Macron rappelait que la France était opposée à toute escalade et favorable au maintien du *statu quo* dans le détroit. Cette prudence vise à ne pas

²¹ Direction générale du Trésor, Service économique du Bureau français de Taipei. *Présence française à Taïwan et présence taïwanaise en France*. Mai 2025.

[Présence française à Taïwan et présence taïwanaise en France](#)

²² Fusion de l'Association pour la Promotion des Échanges économiques et commerciaux avec Taïwan (ASPECT) et le Centre asiatique pour la Promotion économique et commerciale (CAPEC).

« froisser Pékin », mais la France insiste parallèlement sur la résolution pacifique des différends et la nécessité de dissuader toute initiative unilatérale de force. L'année suivante, à l'occasion des élections taïwanaises, le Quai d'Orsay qualifiait Taïwan de « partenaire important de l'Europe et de la France », tranchant avec la notion de « démocratie locale » jusqu'alors utilisée et qui minimisait son statut²³. Enfin, notons que la France a soutenu plus explicitement l'inclusion de Taïwan dans les institutions internationales (OMS, OACI...)²⁴.

- **La délicate question de la « coopération militaire »**

Bien que la France n'entretienne pas de relations diplomatiques et ne dispose donc pas d'accord bilatéral dans le domaine de la défense, elle se risqua à plusieurs initiatives dans les années 1990. En 1991, Paris a validé un contrat de vente de six frégates de classe Lafayette avant, l'année suivante, de procéder à la vente de 60 Mirage 2000 et de missiles MICA. Si la vente des frégates (livrées désarmées) n'avait entraîné qu'un « fort mécontentement » de Pékin, la vente de mirages se traduisit par une importante crise diplomatique²⁵, contraignant Paris à s'engager officiellement à ne plus réaliser de nouvelles ventes d'armes à destination de Taïwan²⁶.

Si la France a tenu cet engagement, elle maintient un soutien indirect centré sur le savoir-faire technique et la fourniture de contrats d'entretien et de modernisation des frégates (2020) et mirages 2000 et des missiles MICA (2024) fournis 30 ans plus tôt.

L'évolution des relations politiques entre la France et Taïwan relève aujourd'hui d'une dynamique plus large s'inscrivant dans la stratégie française en Indo-Pacifique prônant le respect des souverainetés. Elle illustre notamment la volonté de Paris d'approfondir et de diversifier ses partenariats régionaux face au déploiement de la puissance chinoise et de la posture confrontationnelle des États-Unis, y compris l'arsenalisation des accords commerciaux au détriment de ses alliés et partenaires.

La stratégie française en Indo-Pacifique

Depuis 2018, la France s'est affirmée comme une puissance de l'Indo-Pacifique, guidée par la défense de ses intérêts souverains ultramarins et l'affirmation de son autonomie

²³ Quentin Couvreur. *Taïwan, un partenaire important pour la France : le renforcement des relations bilatérales et ses limites*. Fondation pour la Recherche Stratégique, mai 2024. [Taïwan, un partenaire important pour la France : le renforcement des relations bilatérales et ses limites](#)

²⁴ Ibid.

²⁵ Fermeture du Consulat général de France à Canton, exclusion d'entreprises françaises de certains appels d'offres ou de marchés publics locaux (en particulier pour le métro de Guangzhou) perte des contrats (Airbus).

²⁶ Ministère des Affaires étrangères. *Communiqué conjoint franco-chinois sur le rétablissement de relations de coopération entre la France et la Chine*. 12 janvier 1994. [Communiqué conjoint signé le 12 janvier 1994 sur le rétablissement de relations de coopération entre la France et la Chine](#).

stratégique²⁷. Paris y exprime ainsi sa vision d'une région libre, ouverte et inclusive, où la France entend être une « puissance d'équilibres²⁸ » en défendant une approche multilatérale et partenariale et de ce fait, une « troisième voie » aux pays de la région, pris en tenailles entre la Chine et les États-Unis. La version actualisée de cette stratégie (2025) élargit les champs de coopération et se différencie ainsi d'une l'approche américaine restrictive en s'affirmant comme plus indépendante²⁹. Des partenariats de défense ont été renforcés ou développés avec plusieurs acteurs clés de la région : l'Inde (accords logistiques, exercices conjoints Varuna, vente de Rafales), le Japon (dialogue stratégique « 2+2 » depuis 2014, exercices conjoints dans le Pacifique, convergence sur la liberté de navigation), l'Australie (feuille de route en matière de défense et d'énergie, et ce malgré l'épisode AUKUS), l'Indonésie (partenariat stratégique, vente de sous-marins et de Rafale) ou encore des pays de l'ASEAN. La France a joué un rôle moteur pour promouvoir, avec Berlin et La Haye, une vision européenne pour l'Indo-Pacifique. L'Union européenne s'est ainsi dotée en 2021 d'une « *stratégie pour la coopération dans l'Indopacifique* » entérinant l'importance que revêt cet espace. Dans cette région, l'UE est aujourd'hui le premier investisseur et partenaire commercial de l'ASEAN et de bon nombre d'États indopacifiques³⁰, ce qui lui confère un levier d'action non négligeable.

Tout comme la France, l'UE s'appuie sur les dimensions économiques et diplomatiques pour promouvoir la stabilité régionale (par exemple, l'initiative *Global Gateway* en Asie, projets d'infrastructure durables concurrençant les Nouvelles routes de la soie). À travers la stratégie européenne, Paris entendait « européaniser » autant que possible sa démarche, estimant qu'une réponse collective de l'UE permettrait de peser davantage dans les équilibres indopacifiques – sans tomber dans une logique de blocs exclusifs – et ce, au bénéfice de sa propre influence. En matière de sécurité, les contributions européennes en Indopacifique ont été encouragées par la France (déploiement ponctuel d'actifs, coopération avec l'Inde ou le Japon).

L'articulation entre ces deux dimensions — bilatérale et régionale — constitue un test de cohérence pour la France, confrontée à la nécessité de concilier solidarité avec ses alliés (dont les États-Unis) et préservation de ses propres intérêts (notamment commerciaux et donc liés

²⁷ La doctrine Indo-Pacifique française a été formulée dans le [discours du président Macron à Sydney en mai 2018](#) puis détaillée dans différents documents stratégiques.

²⁸ Emmanuel Macron. *Discours du Président de la République Emmanuel Macron à la conférence des ambassadeurs et des ambassadrices de 2019*. 27 août 2019. [Discours du Président de la République Emmanuel Macron à la conférence des ambassadeurs et des ambassadrices de 2019](#)

²⁹ Marianne Péron-Doise. *L'été indopacifique français : une actualisation de la stratégie indopacifique et un projet "d'État de la Nouvelle-Calédonie"*. IRIS, juillet 2025.

³⁰ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). *L'Union européenne dans l'Indopacifique*. MEAE, juillet 2025. [L'Union européenne dans l'Indopacifique](#)

à la Chine). Une escalade dans le détroit de Taïwan impliquera cependant pour la France, comme pour les États-Unis, de lever toute ambiguïté.

SCÉNARIOS D'ESCALADE MILITAIRE : IMPLICATIONS ET RÉACTIONS

Plusieurs gouvernements et *think tanks* ont développé des activités, des outils de recherche ou élaboré des *wargames* afin d'évaluer les différents scénarios d'escalade et de conflit dans le détroit de Taïwan³¹. Quatre types de scénarios potentiels en ressortent.

Scénarios de crise dans le détroit de Taïwan

- Scénarios 1 et 2 : de la quarantaine partielle au blocus total

La Chine pourrait instaurer une quarantaine de Taïwan visant à asphyxier l'île et la contraindre à se soumettre. L'APL et ses composantes navales et aériennes établiraient des zones d'exclusion contrôlant ainsi le trafic entrant et sortant. Cette stratégie s'appuierait sur ses moyens navals, sa force de garde-côtes et ses milices ainsi que sur ses capacités de guerre électronique pour neutraliser les communications y compris sous-marines (*seabed warfare*).

Exploitant la zone grise entre paix et guerre et maniant habilement la guerre informationnelle, le gouvernement chinois testerait ainsi la tolérance des États-Unis et de leurs alliés. Pékin pourrait décider de s'engager directement dans un blocus total considérant qu'une quarantaine pourrait contribuer à unifier la population taïwanaise et laisser le temps d'une intervention internationale. Un tel blocus impliquerait, par définition, un risque de confrontation frontale entre forces navales et aériennes. Dans ces deux scénarios, la possibilité que survienne un incident (collision, tir accidentel) constitue un risque certain, pouvant faire dégénérer une crise en confrontation ouverte.

- **Scénario 3 : Campagne de frappes ciblées et cyberattaques de haute intensité**

Une option plus coercitive consisterait en une campagne de frappes ciblées et de cyberattaques destinées à neutraliser les défenses taïwanaises sans invasion immédiate. Des

³¹ Nicolas Regaud. *Scénarios de crise ouverte dans le détroit de Taïwan*. IRSEM, Brève stratégique n°29, 2022. [Scénarios de crise ouverte dans le détroit de Taïwan](#) ; Mark F. Cancian, Matthew Cancian et Eric Heginbotham. *The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*. CSIS, 2023. [The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan](#) ; Sasakawa Peace Foundation (SPF). *Table Top Exercise on the Taiwan Strait Crisis*. SPF, octobre 2024. ; Charlie Vest et Agatha Kratz. *Sanctioning China in a Taiwan Crisis: Scenarios and Risks (In-Depth Report)*. Atlantic Council, 21 juin 2023. [Sanctioning China in a Taiwan crisis: Scenarios and risks \(in-depth report\)](#) ; Nathan Attrill. *The Taiwan Scenarios*. Australian Strategic Policy Institute, 2025. [The Taiwan scenarios](#) ; Karl Eikenberry. *Military Aspects of Deterrence and Reassurance Regarding Cross-Taiwan Strait Conflict*. Toda Peace Institute, juillet 2025. [Military Aspects of Deterrence and Reassurance Regarding Cross-Taiwan Strait Conflict](#)

frappes recourant à des missiles croisière et balistiques viseraient ainsi les bases aériennes, radars et centres de commandement taiwanais et seraient adossées à des attaques informatiques sur les réseaux énergétiques et de communication. Il s'agirait pour Pékin de désorganiser le pouvoir et la chaîne de commandement et de plonger la population taiwanaise dans le chaos. Une telle offensive pourrait toutefois entraîner des pertes civiles significatives. Cela renforcerait la légitimité d'une réponse militaire internationale bien que celle-ci soulèverait des questions quant à la proportionnalité de la réponse.

- **Scénario 4 : Invasion**

Le scénario le plus extrême consisterait en une invasion de Taïwan, laquelle serait aussi précédée de cyberattaques et de frappes destinées à établir la supériorité aérienne et navale. Des opérations amphibies viseraient dans un second temps les côtes appuyées par des actions commandos derrière les lignes de défense taiwanaises. Ce scénario multimilieu multichamps (M2MC) constitue le risque le plus élevé de confrontation directe et immédiate avec les États-Unis et leurs alliés notamment sur le plan naval³². Son coût politique, militaire et humain en fait un pari risqué pour Pékin.

Outre ces quatre scénarios, des options intermédiaires demeurent plausibles, combinant actions hybrides, opérations en zone grise ou prises de contrôle ciblées d'îlots périphériques (*Kinmen, Wuciou, Matsu, Penghu*) afin de tester les lignes rouges adverses sans confrontation directe. Par ailleurs, le scénario d'une invasion de Taïwan comporte un risque élevé de régionalisation du conflit, susceptible d'impliquer les alliés et soutiens des deux camps et de provoquer une déstabilisation de l'ensemble du Pacifique occidental, incluant l'ASEAN.

Réaction de la communauté internationale

- **Les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires**

Washington, garant officieux de la sécurité de Taïwan, devrait jouer un rôle central dans toute réponse à une agression chinoise. La réponse apportée en cas de blocus pourrait être graduée : corridors maritimes sécurisés, ponts aériens et coalition pour condamner et sanctionner Pékin. Des frappes chinoises pourraient, quant à elles, entraîner une riposte militaire plus directe, ciblant les plateformes de lancement et la flotte chinoises. Dans l'hypothèse d'une invasion totale, l'engagement américain mobiliserait toute sa puissance navale, ses forces à Guam et au Japon, et les parties liées aux accords AUKUS et au Quad. Le Japon, directement menacé par une percée chinoise dans la première chaîne d'îles, serait

³² Eric Heginbotham. *The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*. CSIS, 2023. [The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan](#)

sollicité pour mettre à disposition ses bases et capacités antimissiles et apporter un soutien logistique décisif tout en limitant ses actions offensives. La Corée du Sud, préoccupée par la menace nord-coréenne et économiquement dépendante de la Chine, pourrait adopter une attitude plus prudente tout en fournissant un soutien logistique et des renseignements. L'Australie, très alignée sur Washington, mobiliserait ses forces navales et aériennes afin, notamment, de sécuriser le flanc sud du Pacifique. L'Inde, membre « réticent » du Quad, privilégierait sans doute une stratégie indirecte : patrouilles dans l'océan Indien, sans engagement direct dans le détroit.

- **ASEAN**

Les pays d'Asie du Sud-Est adopteraient probablement une posture de neutralité prudente rendant difficile un positionnement de l'ASEAN. Ses membres déjà divisés agiraient individuellement en dehors de cette instance. Le Vietnam et Singapour, méfiants envers la Chine, pourraient discrètement soutenir les Occidentaux (logistique, renseignement) tandis que le Cambodge et la Birmanie s'aligneraient plutôt sur Pékin. Les Philippines, liées aux États-Unis en raison du traité de défense mutuelle signé en 1951, basculeraient possiblement vers un soutien militaire limité selon la proximité de leur gouvernement avec l'administration américaine aux affaires. De manière générale, l'ASEAN pourrait agir en faveur d'une désescalade en offrant une médiation ou la tenue de négociations sous son égide en vue de préserver la stabilité régionale et la continuité de ses échanges commerciaux.

- **Europe**

Si l'UE était encline à condamner le recours à la force et une violation du *statu quo*, une réponse collective se heurterait certainement à des divergences internes. Les États membres les plus atlantistes (pays baltes, Pologne) pourraient plaider en faveur d'un alignement avec Washington, tandis que d'autres, plus dépendants économiquement de la Chine (Allemagne, Hongrie, Europe du Sud, Balkans), adopteront sans doute une approche plus prudente. Un compromis émergerait probablement autour d'un paquet de sanctions économiques coordonnées, calqué sur le modèle des sanctions contre la Russie et en lien avec l'ASEAN. Sur le plan militaire, la contribution de l'UE, devrait rester symbolique. Le Royaume-Uni, allié traditionnel des États-Unis et membre d'AUKUS, pourrait déployer un groupe aéronaval dans l'Indo-Pacifique, voire en appui à l'US Navy dans le détroit tandis que la France et l'Allemagne privilégieraient un soutien logistique et diplomatique. Cette région ne constituant pas une zone de compétence pour l'OTAN, l'alliance contribuerait néanmoins à la coordination transatlantique et sécuriserait le flanc euro-atlantique en cas d'opportunisme russe.

- **Russie**

Moscou profiterait du conflit pour renforcer son partenariat stratégique avec Pékin afin de contribuer davantage à l'affaiblissement des États-Unis et de ses soutiens. La Russie offrirait un soutien diplomatique (veto au Conseil de sécurité) et possiblement logistique ou technologique (munitions, renseignement), mais devrait éviter une co-belligérance directe. Cette posture permettrait à Pékin de fixer les forces américaines en Asie et pour Moscou de disposer de marges de manœuvre en Europe (Ukraine, Balkans, pays Baltes, Arctique). L'axe sino-russe, auquel pourrait opportunément se joindre la Corée du Nord, en sortirait renforcé, compliquant la gestion de la crise par les puissances occidentales. Il n'est pas exclu que Pyongyang ne fasse diversion en se lançant dans une campagne de tirs balistiques, voir en procédant à des tirs nucléaires, ouvrant ainsi possiblement un « second front ».

La nature et le degré des réactions des États dépendra de plusieurs facteurs : nature de l'escalade et de ses développements, interprétation d'une rupture du *statu quo*, état des relations respectivement entretenues avec la Chine et les États-Unis et, pour les alliés de ces derniers, du niveau de confiance. Les divergences entre États et au sein d'espaces régionaux de coopération (UE, ASEAN) pourraient freiner la mise en œuvre d'une réponse tout en offrant paradoxalement des marges de manœuvre diplomatiques (maintien de plusieurs canaux de négociation avec Pékin). D'un autre côté, une escalade, quelle qu'en soit l'ampleur, impliquera des répercussions économiques majeures pouvant accélérer une réponse de la communauté internationale.

CONSÉQUENCES ET PRÉCONISATIONS POUR L'ACTION FRANÇAISE

Répercussions économiques pour la France et l'Union européenne

Une escalade militaire dans le détroit de Taïwan, quelle qu'en soit l'intensité, entraînerait des répercussions considérables sur l'économie mondiale et, par conséquent, sur les économies européennes et françaises. Le premier effet serait une perturbation brutale des chaînes logistiques et des flux commerciaux.

En cas de blocus ou de combats à proximité, les routes maritimes seraient détournées vers des itinéraires plus longs entraînant une hausse immédiate des coûts de transport et d'assurances pour les grandes compagnies maritimes, un allongement des délais de livraison et une congestion des infrastructures portuaires.

Les secteurs les plus exposés seraient ceux dont la dépendance vis-à-vis des composants

importés d'Asie est la plus forte (automobile, électronique, télécommunications). L'industrie française verrait ses chaînes de production fortement ralenties voire interrompues de manière comparable à ce qui a été observée lors de la pandémie de COVID-19.

Une perturbation des flux se traduirait, en outre, par une hausse des prix de l'énergie et des matières premières, une pénurie de matières et composants stratégiques freinant la production industrielle et les exportations vers l'Asie. Par ailleurs, une escalade dans le détroit de Taïwan déclencherait une réaction immédiate des marchés financiers mondiaux avec la chute des places asiatiques, l'effondrement des actifs en yuan et la contagion vers les places européennes. Celles-ci feraient face à des sorties de capitaux pour les secteurs et entreprises exposés. Les investisseurs européens, exposés aux marchés chinois et asiatiques pourraient subir des pertes significatives³³. Le réseau mondial de communication pourrait être touché par des attaques ciblées ou accidentellement endommagé perturbant les échanges privés et publics (marchés financiers, chaînes logistiques...). Pour l'Europe, fortement intégrée, de tels incidents amplifieraient les conséquences économiques.

Les répercussions se traduiraient sur le plan international par un ralentissement de la croissance et une poussée inflationniste. Une invasion totale pourrait engendrer, selon Rhodium Group (2023), une perte de richesse mondiale de plusieurs milliers de milliards de dollars (10 % du PIB mondial). Dans l'éventualité d'un conflit prolongé, une crise de liquidité pourrait intervenir (financements, marchés, secteurs spécifiques tels que le commerce et les transports) ainsi qu'une contraction des investissements. Les sanctions financières imposées à Pékin et les contre-mesures chinoises pourraient perturber le système bancaire, entraînant des tensions comparables, voire supérieures, à celles observées lors de la guerre en Ukraine en 2022³⁴.

La résilience européenne dépendra de plusieurs facteurs dont deux en particulier : la diversification des approvisionnements et la montée en puissance de la production européenne de composants stratégiques tels que les semi-conducteurs³⁵. Face à une crise prolongée, les leviers immédiats incluraient le stockage stratégique de composants critiques, une coopération renforcée avec les partenaires asiatiques. Ces mesures ne sauraient toutefois

³³ Jude Blanchette, Gerard DiPippo et Christopher B. Johnstone. *Scared Strait: Understanding the Economic and Financial Impacts of a Taiwan Crisis*. CSIS, 13 décembre 2023. [Scared Strait: Understanding the Economic and Financial Impacts of a Taiwan Crisis](#)

³⁴ Luke Patey. *A Taiwan Crisis Is a China Crisis*. Danish Institute for International Studies, 2 décembre 2024. [A Taiwan crisis is a China crisis](#)

³⁵ L'Union européenne a adopté, en 2023, le *European Chips Act* dans la foulée de l'adoption sous l'administration Biden du *CHIPS and Science Act* (2022). Ces décisions partagent le même constat de dépendance aux semi-conducteurs asiatiques, visent à faciliter la relocalisation d'une partie de la production. L'UE s'est fixée pour objectif d'atteindre 20 % de la production mondiale à l'horizon 2030.

compenser une rupture totale d'approvisionnement qui soulignerait à nouveau les vulnérabilités structurelles de l'UE.

Préconisations

La posture que la France pourrait être amenée à adopter dans l'hypothèse d'une escalade militaire dans le détroit de Taïwan dépendra de plusieurs facteurs. On mentionnera en premier lieu l'intensité de la crise, le positionnement des États-Unis, dont l'état des relations avec leurs alliés qui sont aujourd'hui fragilisées (attitude des États-Unis vis-à-vis de l'OTAN et de la guerre en Ukraine, protectionnisme). Enfin, si la France dispose d'une autonomie stratégique relative, la nature de son engagement pourrait être conditionnée par le consensus émergeant ou non au sein de l'Union européenne.

- **Solutions et pressions diplomatiques**

Dans l'esprit de la « troisième voie » promue par la France, consistant à éviter l'alignement automatique sur Washington tout en contribuant à la défense de l'ordre international, plusieurs actions diplomatiques pourraient être engagées.

Initiative multilatérale. La France pourrait porter une résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies appelant à une désescalade et au respect du statu quo dans le détroit. Comme évoqué précédemment, celle-ci se heurterait cependant à un veto de la Russie. Elle pourrait agir de même au sein du G7 et dégager une coalition de volontaires *ad hoc*, y compris au sein de l'UE.

Mobilisation des espaces de dialogues régionaux sur la sécurité. La France pourrait agir en faveur d'une implication de l'ASEAN et utiliser le cadre du Dialogue de Shangri-La pour favoriser la médiation et l'ouverture de canaux de négociation.

Pressions ciblées. En cas d'échec des négociations, des mesures diplomatiques graduées pourraient être envisagées contre la Chine (plaidoyer en faveur d'une suspension temporaire dans certaines enceintes internationales, renforcement des contacts diplomatiques avec Taïwan).

- **Protection des ressortissants**

Une escalade militaire déclencherait la mise en œuvre d'un plan de protection, voire d'évacuation d'urgence pour les ressortissants français et européens présents à Taïwan et à

proximité du détroit³⁶. L'action de la France pourrait ici se traduire suivant deux axes.

Dispositifs d'évacuation et de sécurité consulaire. Il s'agirait ici de coordonner l'action du centre de crise, le Bureau français de Taipei et les représentations diplomatiques européennes afin de recenser, mettre en sécurité et le cas échéant évacuer les ressortissants français et européens. Il s'agira à travers l'Union européenne de mutualiser les moyens d'évacuation pour limiter la fragmentation des initiatives nationales.

Renforcement des moyens militaires sur zone. Il s'agira de mobiliser les moyens militaires français présents tout en envoyant des renforts dans la zone et de rehausser la surveillance et les moyens de défense des territoires français d'outre-mer vers lesquels les ressortissants français et européens pourraient dans un premier temps être évacués.

- **Protection des intérêts économiques et des chaînes d'approvisionnement**

L'interruption des flux commerciaux dans l'Indo-Pacifique menacerait directement les approvisionnements français en composants stratégiques, notamment en semi-conducteurs. Sur le plan économique quatre niveaux de mesures pourraient être envisagés.

Protection des entreprises à Taïwan. Selon le degré de la crise et sur la base d'une identification des implantations françaises en particulier de niveau critique, des plans d'adaptation et de continuité d'activités pourront être mis en œuvre selon l'impact de l'escalade.

Plans d'urgence pour l'industrie et mesures de soutien économique. Dans le cas d'une crise aggravée (blocus total de longue durée ou invasion), la France et les pays européens pourraient activer et mutualiser leurs stocks stratégiques et réorganiser, comme précédemment évoqué, les chaînes d'approvisionnement vers d'autres fournisseurs. Des mesures de protection des secteurs les plus vulnérables pourraient être proposés à travers des dispositifs européens.

Sécurisation des routes maritimes (voir point suivant).

- **Défense du droit et de la liberté de navigation**

La liberté de navigation dans le détroit de Taïwan constitue un élément vital pour le commerce, l'économie et l'ordre mondial. Dans ce domaine, la France, attachée à ce principe et déployant régulièrement ses forces dans le cadre de mission de présence, de patrouilles

³⁶ La France compte plus de 12 000 ressortissants au Japon, près de 3000 à Taïwan, plus de 3 000 aux Philippines. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). *Français résidant à l'étranger, chiffres 2024 du registre consulaire*. MEAE, 2025. *Français résidant à l'étranger, chiffres 2024 du registre consulaire* <https://webapps.france-diplomatie.info/carte-registre/>

coordonnées et d'exercices³⁷, pourrait agir dans trois domaines.

Sécurisation des routes maritimes. Selon la nature de l'escalade, des initiatives visant à maintenir les voies de communication maritimes ouvertes ou à mettre en place, des corridors maritimes alternatifs pourraient être décidées entre alliés (France, Royaume uni, UE, États-Unis, Australie...), dont la création d'une force de protection afin d'escorter les navires marchands et garantir la sécurité de ces axes.

Dissuasion collective. Dans l'hypothèse d'une escalade graduée, des patrouilles opérationnelles conjointes avec l'US Navy, les marines européennes (notamment le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas) et asiatiques (Japon, Corée du Sud, Australie) pourraient être initiées afin de montrer une présence dissuasive en mer. L'implication des forces navales américaines dépendra ici de leur degré d'engagement vis-à-vis des composantes chinoises mises en œuvre.

Intervention juridique et activation d'un cadre normatif. La France pourrait mobiliser les instruments du droit international, notamment maritime (déclaration de Londres de 1909, manuel de San Remo sur la guerre maritime, Convention de Montego Bay) pour contester toute tentative de blocus.

- **Appui logistique et aide humanitaire**

Si Taïwan subissait des frappes directes ou un blocus prolongé, l'impact humanitaire serait immédiat pour sa population. Paris pourrait apporter un soutien autour de trois axes.

Aide humanitaire. Déployer des équipes médicales et de la protection civile et assurer la livraison de biens de première nécessité par voie aérienne ou maritime, sous mandat international.

Soutien logistique non-combattant. En complément, Paris pourrait fournir des équipements de défense passive.

Mobiliser la communauté internationale. La France pourrait concourir à la coordination d'une aide internationale avec l'ONU et ses agences mais aussi les ONG afin d'apporter un soutien à la population civile taïwanaise.

- **Appui ou intervention militaire**

L'hypothèse d'une intervention voire d'une contribution militaire française plus active

³⁷ Cécile Pajon. « La posture de défense française face aux défis de l'Indo-Pacifique ». *Areion24.news, DSI Hors-série n°100*, « Indo-Pacifique : face à la Chine, quelles stratégies ? », février 2025.

demeure le point sensible et reste dépendante d'une demande alliée ou d'un mandat international. Celle-ci pourrait s'articuler autour de deux options.

Contribution indirecte. Il s'agirait ici de mettre à disposition des moyens de renseignement et de protection en appui aux opérations alliées. Ceux-ci pourraient être complétés par la fourniture d'équipements individuels de protection, des systèmes de brouillage ou capteurs passifs, dispositifs visant à protéger les navires et les installations portuaires.

Intervention limitée. Une participation d'unités navales françaises aux forces alliées directement engagées (escortes navales et aériennes, surveillance aérienne) pourrait être envisagée. Par ailleurs, la France et d'autres partenaires européens pourraient se voir confier la sécurisation de théâtres secondaires dans lesquelles des opérations de diversions pourraient être menées par la Chine et ses soutiens potentiels (Russie, Iran, Corée du Nord).

CONCLUSION

L'hypothèse d'une escalade militaire et d'un conflit de haute intensité dans le détroit de Taïwan ne relève plus du simple exercice prospectif, mais constitue un scénario stratégique de plus en plus plausible à l'horizon de la décennie. À l'intersection des intérêts vitaux chinois, des lignes rouges américaines et des fragilités structurelles du système international, le détroit pourrait constituer un facteur de bascule potentielle aux effets systémiques profonds tant d'un point de vue géopolitique qu'économique.

Pour la France, puissance maritime de premier rang disposant d'intérêts directs dans l'Indo-Pacifique, l'enjeu dépasse la solidarité avec les alliés : il engage la sécurité de ses ressortissants, la continuité de ses approvisionnements stratégiques et la crédibilité de sa stratégie de « puissance d'équilibre ». Face à une telle perspective, Paris ne peut se contenter d'une posture attentiste. Les cercles politico-stratégiques français doivent anticiper les ruptures possibles, travailler sur le renforcement des dispositifs régionaux tant civils que militaires du pays pour l'heure sous-dimensionnés³⁸ avec l'ensemble des acteurs et des filières concernés.

Ce travail d'anticipation stratégique existe déjà mais doit sortir de cénacles restreints pour s'appuyer sur une communication plus volontariste et influente, ce qui constituerait déjà le premier échelon d'une politique de dissuasion. Plus largement, la France, puissance

³⁸ La France dispose cependant de moyens limités dans la zone Indo-Pacifique comme le pointe la « [Loi de programmation militaire 2024-2030](#) » et le rapport d'information présenté au Sénat, en 2023, intitulé « [Stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité](#) ».

indopacifique, doit lancer une réflexion robuste quant à une action coordonnée de l'UE en lien avec ses partenaires asiatiques, afin de se préparer au mieux à un scénario d'escalade dans le détroit de Taïwan.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.